



Informations du Guatemala

3^e Année, n° 108

Du 18 au 24 janvier 1985

POLITIQUE

Nouvelle phase de la guerre : Rolando Moran
Le Ministre des Affaires Etrangères à la base de la coalition politique
Voyage secret
L'image de marque du Guatemala à l'étranger ne se modifie pas
Pas de fonction sociale pour la propriété

ECONOMIE

Les mesures prises par le gouvernement taxées de "démagogiques"
La corruption du gouvernement mise en accusation
La crise est psychologique déclare un fonctionnaire

CONTRE-INSURRECTION

Encerclement d'une colonie
Arrestations de réfugiés internes
Les opérations de contrôle et de vérification se multiplient
Rejet des tactiques contre-insurrectionnelles
Achat d'avions pour l'armée
Préparatifs d'une offensive militaire

INSURRECTION

Confiscation d'armements à l'armée
El Peten : deux embuscades tendues à l'armée
Violent combat

SITUATION SOCIALE

Longues journées de travail
Un syndicaliste intimidé

DROITS DE L'HOMME

L'Administration Reagan agit de façon partielle

POLITIQUE

NOUVELLE PHASE DE LA GUERRE : ROLANDO MORAN

A l'occasion du treizième anniversaire de l'Armée des Guérilléros des Pauvres -EGP-, dans un document publié à cette intention, Rolando Moran, Commandant en Chef de cette même armée, déclarait le 19 janvier que le régime du Général Mejia Victores devra faire face, cette année, à l'aggravation de la crise et aux contradictions qui sévissent dans la société guatémaltèque.

Le Commandant Moran a souligné que "l'ouverture militaire" menée par le régime militaire n'a pas d'avenir étant donné que les secteurs populaires, bourgeois et démocratiques disposent de suffisamment d'expérience pour ne pas "mordre à l'hameçon" et que la lutte menée par les masses populaires et la consolidation unitaire des organisations de guérilla constituent autant de facteurs décisifs pouvant déboucher sur l'amorce d'une nouvelle phase de la guerre populaire.

LE MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES A LA BASE DE LA COALITION POLITIQUE

Le 22 janvier, le dirigeant démocrate-chrétien, Alfonso Cabrera faisait savoir que le Ministre des Affaires Etrangères, Fernando Andrade Diaz-Duran, l'un des hommes les plus influents du régime, se trouvait à l'origine de l'alliance des partis de centre-droite, l'Union du Centre National, le National Rénovateur et Révolutionnaire. Cabrera a également souligné que le Ministre avait voulu inclure dans cette coalition la Démocratie Chrétienne Guatémaltèque -DCG-.

A cette information vient s'ajouter d'autres dénonciations telles que l'aval gouvernemental dont dispose ladite coalition. Le Ministre des Affaires Etrangères, Andrade, dément une telle information, cependant il a reconnu qu'il s'entretenait fréquemment avec les secteurs politiques. Il y a une semaine, on dénonçait le fait que Vinicio Cerezo, candidat de la DCG pour les élections présidentielles, dispose de l'appui de Washington.

VOYAGE SECRET

Robert MacFarlane, Conseiller du Président Reagan en matière de Sécurité, a annoncé le 20 janvier, au retour de son voyage en Amérique Centrale, qu'il avait fait savoir aux gouvernements du Guatemala, du Honduras, du Salvador, du Costa Rica et de Panama que les Etats-Unis maintiendraient "un appui constant vis-à-vis de leurs amis au cours des quatre prochaines années".

La visite du fonctionnaire américain s'est produite au moment où la Maison Blanche suspendait le dialogue avec le gouvernement nicaraguéen, dialogue qui avait été amorcé à Manzanillo, au Mexique et à l'instant où Washington se retirait de la Cour Internationale de Justice de La Haye face aux accusations portées par le Nicaragua à l'encontre d'un pays responsable de fournir son aide aux anti-sandinistes.

L'IMAGE DE MARQUE DU GUATEMALA A L'ETRANGER NE SE MODIFIE PAS

Le 17 janvier, un membre du Congrès américain, le Démocrate Stephen Solarz, déclarait que l'opinion du Congrès des Etats-Unis quant au gouvernement guatémaltèque ne s'était pas modifiée. Pour qu'un revirement se produise, il faudrait que s'organisent des élections justes et libres et que prennent fin les violations des Droits de l'Homme.

Solarz, qui a eu l'occasion de visiter le Guatemala, a poursuivi sa déclaration en ajoutant que "lorsque ces événements auront eu lieu", l'opinion et l'attitude du Congrès des Etats-Unis à l'égard du Guatemala était susceptible de se modifier. En ce qui concerne le groupe de Contadora, l'homme politique a affirmé que les Etats-Unis n'avaient pas suffisamment aidé ce groupe pour lui permettre d'atteindre son but : la paix dans la région.

PAS DE FONCTION SOCIALE POUR LA PROPRIETE

X | Le 17 janvier, par l'approbation de l'article 34 de la nouvelle Constitution, l'Assemblée Nationale Constituante établissait que la propriété au Guatemala n'aurait "aucune fonction sociale".

Selon la norme nouvellement approuvée, l'intérêt du propriétaire prévaut contre les intérêts sociaux et oblige l'Etat à "garantir l'exercice" du droit de propriété et à "créer les conditions qui facilitent pour les propriétaires l'usage et la jouissance

de leurs biens...". La disposition exclut toute possibilité d'un partage plus équitable des bénéfices économiques du pays car elle interdit les réformes sur la propriété terrienne.

ECONOMIE

LES MESURES PRISES PAR LE GOUVERNEMENT TAXEES DE "DEMAGOGIQUES"

Le Comité Coordinateur des Associations Agricoles, Commerciales, Industrielles et Financières -CACIF-, entité représentative des secteurs privés nationaux, a, le 17 janvier, qualifié de "démagogiques" les mesures appliquées par le gouvernement aux fins de contrôler les prix et a également signalé que la hausse du coût de la vie était dûe à la politique économique adoptée par le gouvernement. Le CACIF a accusé le gouvernement de ne pas faire face aux problèmes avec "l'honnêteté et la responsabilité" requises.

LA CORRUPTION DU GOUVERNEMENT MISE EN ACCUSATION

Le 22 janvier, dans un communiqué, la Chambre de la Libre Entreprise, entité associée au CACIF, a souligné que la corruption administrative et les dépenses publiques excessives ont conduit le pays au bord de la faillite.

LA CRISE EST PSYCHOLOGIQUE DECLARE UN FONCTIONNAIRE

Le 18 janvier, Oscar Alvarez Marroquin, Président de la Banque du Guatemala, faisait savoir que l'inflation, responsable de la hausse des prix d'un grand nombre de produits sur le marché interne, "a une origine psychologique". Il a annoncé que la Banque Interaméricaine de Développement -BID- consentira un prêt de 160 millions de dollars au gouvernement guatémaltèque dans le but d'alimenter le marché libre des devises, récemment légalisé.

CONTRE-INSURRECTION

ENCERCLEMENT D'UNE COLONIE

Des représentants de plus de mille voisins d'une zone fort peuplée, à l'Est de la ville de Guatemala ont signalé à la presse que des centaines de policiers et de soldats avaient, le 15 janvier, encerclé la colonie "Jesus de la Buena Esperanza", située dans la zone pré-citée, et s'étaient introduits dans toutes les maisons pour y contrôler les noms et le nombre de personnes y habitant.

Selon les représentants et accusateurs, les forces de sécurité gouvernementales ont déclaré qu'elles obéissaient à des ordres émanant directement de l'Etat. Ces mêmes forces de sécurité ont, au cours de l'opération, commis de nombreuses violations outre le fait d'avoir intimidé la population.

ARRESTATIONS DE REFUGIES INTERNES

Le 20 janvier, un communiqué émanant du département des Relations Publiques de l'armée stipulait que 74 paysans, principalement des femmes et des enfants, originaires de la bourgade Xesihuan, Nebaj, dans le département de El Quiché, au nord-ouest, ont été arrêtés à la mi-janvier par des effectifs de l'armée qui ratissaient la région appelée "Triangle Ixil" puis conduits et enfermés dans un "village modèle".

LES OPERATIONS DE CONTROLE ET DE VERIFICATION SE MULTIPLIENT

Des forces combinant des effectifs de l'armée et de la police nationale ont mené à bien de vastes opérations de contrôle et de vérification dans les villes et sur les routes principales du pays, les 19 et 20 janvier conduisant de la sorte à l'arrestation de nombreuses personnes.

REJET DES TACTIQUES CONTRE-INSURRECTIONNELLES

D'après un article, publié récemment dans le journal "The New York Times", les tactiques contre-insurrectionnelles adoptées par le gouvernement militaire guatémaltèque ne sont pas admises par l'opinion publique américaine car elles enfreignent la Convention de Genève dans ces dispositions prévoyant la protection des civils. Ce rejet amène à son tour des hésitations de la part de l'Administration Reagan en ce qui concerne sa politique d'appui soutenu au gouvernement guatémaltèque.

L'article fait également mention de la campagne de destruction menée par l'armée guatémaltèque sous le couvert d'un programme d'action civile fort élaboré.

ACHAT D'AVIONS POUR L'ARMEE

Le 17 janvier, le chef de l'Etat, le Général Mejia Victores, annonçait que l'armée guatémaltèque achèterait prochainement des avions de fabrication britannique, de type Focker. Le chef d'Etat n'a cependant pas spécifié le nombre d'appareils nécessaires ni le montant de l'investissement. Il s'est contenté de déclarer que ces chiffres étaient superflus "lorsqu'il s'agit d'investissements effectués dans l'intérêt de la population".

L'armée guatémaltèque achète des avions de transport qu'elle arme et utilise ensuite lors d'actions militaires.

PREPARATIFS D'UNE OFFENSIVE MILITAIRE

Selon les porte-parole des forces armées, l'Etat-Major de l'armée a ordonné, le 15 janvier le transfert de huit avions PC-7 armés vers le département septentrional de El Peten, dans le cadre des préparatifs d'une offensive de grande envergure prévue dans cette région et ayant pour cible la guérilla.

INSURRECTION

CONFISCATION D'ARMEMENTS A L'ARMEE

L'Armée des Guérilléros des Pauvres -EGP- a rendu public le 21 janvier le fait qu'elle avait occasionné 18 pertes aux troupes gouvernementales et confisqué 7 fusils Galil, lorsque le 18 janvier les unités insurrectionnelles avaient tendu une embuscade à une patrouille militaire aux alentours de la bourgade de Vicalma, dans la municipalité de Nebaj, située dans le département de El Quiché, au nord-ouest.

Le communiqué émanant des rebelles stipulait que les militaires tombés dans l'embuscade se livraient à la destruction par le feu des habitations et des cultures des paysans de la région.

EL PETEN : DEUX EMBUSCADES TENDUES A L'ARMEE

Le 21 janvier, les Forces Armées Rebelles -FAR- faisaient savoir que leurs effectifs avaient tendu, le 18 janvier, deux embuscades aux troupes gouvernementales dans le département septentrional de El Peten au cours desquelles elles avaient occasionné 8 pertes à l'armée régulière.

Selon la même information, les unités des FAR ont, entre le 10 et le 13 janvier, occupé quatre bourgades et un tronçon de route, toujours dans le département de El Peten. Ils ont, au cours de ces actions, organisé des réunions politiques avec les villageois et les voyageurs.

VIOLENT COMBAT

Un communiqué divulgué le 22 janvier signalait que les forces de l'Organisation du Peuple en Armes -ORPA- ont tenu tête et repoussé, le 18 janvier, à l'issue d'un combat de deux heures et sous un feu nourri, quelques 500 soldats qui cherchaient à les déloger de leur position sur la route qui relie les municipalités de San Rafael Pie de Cuesta et Esquipulas Palo Gordo, situés dans le département occidental de San Marvos.

D'après ce même communiqué de l'ORPA, l'armée compte 21 pertes, morts et blessés compris alors que les forces rebelles, elles, ne déplorent aucune victime.

SITUATION SOCIALE

LONGUES JOURNEES DE TRAVAIL

Le 22 janvier, les travailleurs de la raffinerie Mirandilla, dans le département méridional de Escuintla, dénonçaient aux milieux de presse les abus commis par les propriétaires qui les obligent à travailler 16 heures par jour sans rémunérer les heures supplémentaires et les payent le quart du salaire minimum légal.

UN SYNDICALISTE INTIMIDE

Les dirigeants de la Confédération de l'Unité Syndicale du Guatemala -CUSG- ont signalé que le syndicaliste Carlos Humberto Carballo a été séquestré le mercredi 17 janvier par les forces gouvernementales de sécurité et libéré le 19 janvier, après avoir été torturé.

Le syndicaliste a été capturé alors qu'il se rendait à un tribunal du travail à l'ouest du pays et après plus de 48 heures de détention illégale, a été relâché et abandonné le soir aux alentours de la frontière commune avec le Salvador, à l'est du Guatemala.

DROITS DE L'HOMME

L'ADMINISTRATION REAGAN AGIT DE FACON PARTIALE

Le 15 janvier dernier, était publié à Washington le rapport annuel des organisations privées Americas Watch, Helsinki Watch et le Comité des Avocats pour les Droits de l'Homme Internationaux où l'on pouvait lire que l'Administration Reagan a fait "l'apologie" publique des gouvernements qui ont, durant l'année 1984, participé à des "atteintes flagrantes aux Droits de l'Homme". C'est entre autre le cas du Salvador et du Guatemala.

XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX